

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 15 décembre 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet de loi "modifiant différentes dispositions en matière de police communale", a donné le 28 janvier 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 december 1997 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van diverse bepalingen inzake de gemeentepolitie", heeft op 28 januari 1998 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. Pour arrêter la rédaction définitive du projet en tant qu'il vise les zones interpolice (1), il y a lieu de tenir compte du projet de loi sur la réforme des polices, qui est actuellement en préparation.

Il s'en déduit que l'examen de l'article 4 (article 171, alinéa 4, en projet) et de l'article 26, B et D est prématuré.

II. L'article 189 de la nouvelle loi communale dispose :

"Dans les limites des dispositions générales arrêtées par le Roi, le conseil communal détermine le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitements, les allocations ou indemnités ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres du corps de la police communale."

En vertu de l'article 6, § 4, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les régions doivent être associées "à l'élaboration des dispositions fédérales générales prévues à l'article 189 de la nouvelle loi communale".

(1) Un plan gouvernemental sur la réorganisation des services de police vient de faire l'objet d'un rapport des commissions réunies de la Justice et de l'Intérieur de la Chambre des représentants (Doc. parl. Chambre, session 1997-1998, n° 1391/1).

Il résulte de la combinaison de ces deux dispositions que les Gouvernements des régions doivent être associés aux dispositions générales que le Roi arrête pour fixer les limites dans lesquelles le conseil communal détermine le cadre, le statut pécuniaire et administratif, les échelles de traitements, les allocations ou indemnités, ainsi que les conditions de recrutement, de nomination et d'avancement des membres du corps de la police communale.

Le projet, dans plusieurs dispositions, inscrites ailleurs que sous l'article 189 de la nouvelle loi communale, donne délégation au Roi pour fixer un certain nombre de règles qui concernent le statut des membres de la police communale.

Il en va ainsi de l'article 189bis en projet, qui prévoit que le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixe les modalités générales "en matière de composition, de fonctionnement et de missions" de la commission de sélection que le conseil communal doit constituer pour la nomination des commissaires de police en chef, des commissaires de police, ou des chefs de police.

Il en va, de même, des articles 192, § 2, et 192bis, § 2, qui disposent que le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, respectivement pour les commissaires de police et les chefs de police, les conditions et les modalités de leur évaluation, ainsi que les modalités générales "en matière de composition, de fonctionnement et de missions" de la commission d'évaluation que le conseil communal doit constituer.

.../...

L'article 196, en projet, attribue au Roi le pouvoir de fixer les conditions générales dans lesquelles le conseil communal peut décider que les anciens fonctionnaires de la police communale qui ont démissionné de leur fonction depuis moins de cinq ans, peuvent être renommés à leur demande, dans l'emploi et dans le grade de fonctionnaire de police dont ils étaient revêtus au moment de cette démission.

L'article 197, alinéa 1er, en projet, prévoit que le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les conditions dans lesquelles le conseil communal peut instaurer une mesure de congé préalable à la retraite.

Il convient de citer également, sous réserve des observations particulières qui sont formulées à l'égard de ces dispositions, l'article 197, alinéa 3, en projet, qui concerne le statut pécuniaire et administratif des membres du personnel de la police communale en congé préalable à la mise à la retraite, et l'article 222, § 2, en projet, qui concerne les incompatibilités.

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la localisation de ces habilitations, ailleurs que sous l'article 189 de la nouvelle loi communale, ne pourra avoir pour effet de soustraire à la procédure de l'association avec les régions les arrêtés que le Roi prendra sur la base de ces habilitations.

.../...

III. La loi en projet entend notamment modifier un grand nombre de dispositions de la nouvelle loi communale relatives à la police, dispositions qui ont elles mêmes été modifiées à plusieurs reprises.

Il serait, dès lors, préférable de réécrire entièrement le titre IV de la loi intitulé "De la police communale".

IV. Il est fait référence à plusieurs reprises, dans le texte français, au "gouverneur de province" (articles 190, § 2, alinéa 5, 191, § 2, alinéas 1er et 4, 206, alinéas 3 et 4) ou au "gouverneur" (article 192bis, § 1er, alinéas 1er et 4).

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que le titre exact du commissaire du Gouvernement près le conseil provincial est "gouverneur de la province" (article 4 de la loi provinciale).

Par contre, le titre du commissaire du Gouvernement fédéral dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-capitale est "gouverneur".

Ce dernier n'exerce plus que les compétences prévues par les articles 124, 128 et 129 de la loi provinciale (article 5 de la même loi).

L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur le fait que les dispositions de l'arti-

.../...

cle 17 (article 206 en projet) sont inapplicables à la Région de Bruxelles-capitale qui échappe à la division du Royaume en provinces et ne comprend pas de commissaire d'arrondissement (article 132 de la loi provinciale).

Observations particulières

Arrêté de présentation

Il y a lieu d'ajouter, au proposant et à l'arrêté de présentation, le ministre ayant les Pensions dans ses attributions, lequel a contresigné l'avant-projet.

Dispositif

Article 2

L'article 156, alinéa 3, de la nouvelle loi communale ne prévoit pas que l'augmentation d'un cinquième de la pension puisse être soumis à d'autres conditions que celle d'être membre de la police communale.

La disposition en projet serait, dès lors, mieux rédigée comme suit :

"Pour les membres de la police qui ont été mis en congé préalable à la retraite, conformément à l'article 197, alinéa 1er, l'augmentation de la pension prévue à l'alinéa 3 n'est accordée que pour la partie de la pension qui corres-

.../...

pond à la période qui précède le congé préalable à la retraite.".

Article 3

La modification proposée gagnerait à être rédigée comme suit :

"excepté pour le personnel visé à l'article 197 pour lequel cet âge maximum est fixé à 5 ans après l'âge de la mise en congé préalable à la retraite, sans toutefois pouvoir excéder 65 ans.".

Article 4

1. A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"L'article 171 de la même loi, remplacé par la loi du 15 juillet 1992, est remplacé par la disposition suivante :".

2. A l'article 171, alinéa 2, en projet, la sécurité juridique y gagnerait s'il était fait référence aux articles 190, §§ 2 et 3 et 192.

3. En ce qui concerne l'alinéa 4 du même article, il est renvoyé à l'observation générale n° I.

.../...

Article 5

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 171bis de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1992, la première phrase du premier alinéa est supprimée."

Article 6

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"Dans le texte français de l'article 172bis de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1992, ...".

Articles 8 à 11

1. Ces dispositions modifient la procédure de nomination des commissaires de police en prévoyant l'institution d'une commission de sélection. Selon le commentaire des articles, celle-ci vise à objectiver les nominations.

Comme telles, ces dispositions n'apportent, toutefois, aucune garantie d'objectivation. La composition, le fonctionnement et les missions de cette commission de sélection ne sont pas précisées et font l'objet d'une délégation générale au Roi.

.../...

Les articles 190, § 2, et 191, § 2, de la nouvelle loi communale, dont la modification est envisagée par le projet, précisent seulement que le conseil communal et le bourgmestre ne pourront présenter que les candidats jugés aptes par la commission.

Le projet laisse, en outre, dans l'incertitude la question de savoir si un appel public aux candidats sera fait ou si la commission de sélection n'examinera que l'aptitude des candidats présentés par le conseil communal.

2. Les articles 190, § 2, alinéa 2, et 191, § 2, alinéa 2, prévoient que les décisions du conseil communal de ne pas présenter des candidats jugés aptes par la commission de sélection doivent être expressément motivées.

On pourrait, par un raisonnement a contrario, déduire de cette précision, que les décisions de présenter un candidat jugé apte ne devraient pas être motivées, ce qui irait à l'encontre de la règle générale, établie par la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, selon laquelle tout acte administratif de portée individuelle doit être motivé. De l'exposé des motifs, il ressort que telle n'est pas l'intention de l'auteur du projet.

L'exigence d'une "motivation expresse" n'ajoutant rien à l'exigence générale formulée par la loi précitée, est, par conséquent, superflue et il convient de l'omettre.

.../...

La même observation vaut pour les articles 190, § 2, alinéa 3, et 191, § 2, alinéa 3, en projet.

3. Les articles 190, § 2, alinéa 5, et 191, § 2, alinéa 4, en projet, prévoient que le Comité permanent de contrôle des services de police doit transmettre sans délai au gouverneur de province, les renseignements dont il dispose au sujet de chacun des candidats mentionnés sur la liste de présentation établie par le conseil communal.

Selon l'exposé des motifs, le Comité en question

"vérifie s'il n'existe pas d'enquêtes en cours concernant un candidat, et fait part des informations dont il dispose éventuellement."

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les informations en question pourraient résulter d'une enquête judiciaire en cours effectuée par le service d'enquête des services de police et seraient, dès lors, couvertes par le secret de l'instruction.

Afin de laisser aux autorités judiciaires compétentes la maîtrise de la divulgation à des tiers d'informations couvertes par le secret de l'instruction, mieux vaut, dès lors, prévoir que lorsque ces informations concernent des enquêtes judiciaires en cours, elles sont communiquées moyennant l'accord du ministère public et du juge d'instruction.

.../...

Par ailleurs, il convient de prévoir que la disposition en cause est également applicable pour les candidats présentés par le bourgmestre.

L'article 190, § 2, alinéa 1er, en projet, appelle une observation analogue.

4. L'article 190, § 2, alinéa 6, en projet, prévoit que lorsque les communes décident qu'un seul chef de corps sera à la tête de leur corps de police respectif, le dossier de présentation est établi conjointement par les conseils communaux concernés. Or, en vertu de l'article 162, alinéa 5, de la Constitution, il ne peut être permis à plusieurs conseils communaux de délibérer en commun. Mieux vaut, dès lors, prévoir que, dans l'hypothèse visée, la liste des candidats doit être approuvée par chacun des conseils communaux concernés.

5. Compte tenu de l'intention des auteurs du projet d'assurer une objectivation des conditions de nomination, l'article 190, § 3, en projet, devrait rappeler que le Roi, dans l'exercice de son pouvoir de nommer à titre supplétif le commissaire de police en chef ou le commissaire de police, doit respecter les conditions objectives qui ont été mentionnées au paragraphe précédent.

L'article 191 de la nouvelle loi communale ne peut plus, compte tenu des nouvelles règles du projet, être maintenu tel quel.

.../...

6. Il semble inutile d'habiliter spécialement le Roi à fixer les modalités de la procédure de nomination des commissaires de police en chef, commissaires de police, commissaires adjoints de police et chefs de police, alors que cette procédure est déjà largement fixée par les articles 190, 191, 192, 192bis de la loi en projet et 193 de la loi actuelle (pour les commissaires adjoints).

7. La combinaison des articles 190 et 192, § 1er, en projet, est de nature à faire naître un certain nombre de questions.

L'article 190, qui traite de la nomination (sans autres précisions) des commissaires de police en chef et des commissaires de police, implique une possibilité de choix entre plusieurs candidats présentés sur une ou deux listes.

L'article 192, § 1er, alinéa 4, qui traite de la "nomination définitive" des chefs de corps après une période de "désignation" de 4 ans, ne fait plus référence à la présentation de listes; la procédure s'apparente davantage à une confirmation.

La "désignation" est faite par le Roi selon la procédure fixée par l'article 190 (article 192, § 1er, alinéa 1er).

Dès lors, deux interprétations semblent possibles. Ou bien la "compétition" a lieu seulement pour la "désignation", le candidat désigné étant automatiquement nommé après

.../...

quatre ans s'il a donné satisfaction; dans le cas contraire, il est procédé à une nouvelle "désignation". Ou bien, la liste présentée par le conseil communal et le bourgmestre comporte à la fois des candidats à une "désignation" et le candidat à la nomination, ce dernier pouvant, dès lors, ne pas être nommé, non seulement s'il n'a pas donné satisfaction mais encore si un candidat à la désignation semble plus apte à exercer la fonction.

*

Pour tenir compte des observations qui précèdent, les articles 8 à 11 du projet doivent être revus.

Articles 12 et 13

1. Aux articles 192, § 2, alinéa 3, et 192bis, § 2, alinéa 3, en projet, on remplacera la référence à l'alinéa 1er par une référence à l'alinéa 2. En outre, dans le texte français, il convient de remplacer le mot "sélection" par le mot "évaluation".

2. A l'article 192, § 2, alinéa 4, en projet, il y a lieu de faire apparaître qu'il existe plusieurs grades de commissaire adjoint de police (commissaire adjoint de police, commissaire adjoint inspecteur de police, commissaire adjoint inspecteur principal de police) (cf. exposé des motifs p. 12 et arrêté royal du 13 octobre 1986 fixant

.../...

les grades du personnel de la police communale). Il est suggéré, soit de reprendre expressément ces différents grades, soit de se référer à une nomination dans l'un des grades de commissaire adjoint.

Plus généralement, le texte est difficilement compréhensible et doit être réécrit.

3. A l'article 192bis, § 2, alinéa 4, en projet, les mots "sur proposition de celle-ci" (c'est-à-dire la commune) ne semblent pas avoir d'utilité puisque la nomination a lieu d'office et qu'il n'y a - contrairement à l'hypothèse visée à l'article 192, § 2, alinéa 4 - aucun choix de grade possible.

Article 16

1. Cette disposition prévoit la possibilité pour le conseil communal, pendant une période de cinq ans, d'instaurer une mesure de congé préalable à la retraite.

Selon l'exposé des motifs,

"cette mesure se limitera, dans une première phase, aux communes ayant un contrat de sécurité, ainsi qu'aux communes qui ont été désignées "communes ZIP-pilotes" par le ministre de l'Intérieur, "ZIP" signifiant Zone Interpolice.".

.../...

L'article 16 du projet, qui autorise seulement le Roi à déterminer les conditions dans lesquelles le conseil communal peut instaurer cette mesure, ne traduit pas cette intention.

2. Le projet soumet l'autorisation pour la commune d'instaurer une mesure de congé préalable à la retraite, à la condition qu'elle élabore un plan de restructuration du corps de police "approuvé par le ministre de l'Intérieur" et "sur lequel la Région a donné son accord".

Ce faisant, le projet instaure un double mécanisme de tutelle d'approbation, par le ministre de l'Intérieur et par la Région, sur la décision du conseil communal.

Or, l'article 7 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles dispose comme suit :

"Sont de la compétence des régions, l'organisation ainsi que l'exercice de la tutelle administrative sur les provinces, les communes et les agglomérations et fédérations de communes :

- a) en ce qui concerne la tutelle administrative ordinaire, qui comprend toute forme de tutelle instituée par la loi communale, la loi provinciale ou la loi du 26 juillet 1971; en ce qui concerne notamment les budgets, les comptes annuels, les cadres du personnel;
- b) pour les autres actes, à l'exception de ceux qui sont relatifs aux matières relevant de la compétence du pouvoir national ou de la Communauté et pour lesquels la loi ou le décret a organisé une tutelle spécifique.

.../...

L'autorité fédérale reste toutefois compétente :

- 1) pour l'organisation et l'exercice de la tutelle administrative ordinaire sur les communes de la région de langue allemande;
- 2) pour l'organisation de la tutelle administrative ordinaire sur les communes énumérées à l'article 7 des lois relatives à l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, et sur les communes de Comines-Warneton et Fourons."

Ainsi que l'a rappelé la Cour d'arbitrage (1),

"la «tutelle administrative ordinaire» visée dans cet article porte sur les actes des autorités décentralisées pris dans la sphère de leurs intérêts respectifs.

La police communale fait partie des matières relevant de l'intérêt communal. L'organisation et l'exercice de la tutelle administrative sur la commune, en ce qui concerne les matières se rapportant à la police communale ressortissent, sauf les exceptions mentionnées à l'article 7, alinéa 2, de la loi spéciale précitée, à la compétence des régions."

Il s'ensuit que cette disposition excède les compétences de l'autorité fédérale.

3. L'alinéa 3, en projet, dispose que

"le Roi détermine les modalités en matière de statut pécuniaire et administratif des membres du personnel en congé préalable à la mise à la retraite."

(1) Arrêt n° 18/94 du 3 mars 1994, Moniteur belge du 12 avril 1994.

Outre que l'expression "modalités en matière de statut ..." est pour le moins obscure, il y a lieu de signaler que l'article 189 actuel de la nouvelle loi communale dispose que le statut pécuniaire et administratif est déterminé par le conseil communal, le Roi ayant seulement le pouvoir d'en fixer les limites en arrêtant des dispositions générales.

Il serait, dès lors, peu cohérent que le Roi détermine lui-même le statut du personnel mis en congé préalable à la retraite, alors qu'il n'en a pas le pouvoir pour le reste du personnel.

Mieux vaut, dès lors, omettre cet alinéa 3.

Article 17

Outre les compétences en matière disciplinaire, le projet se limite à définir comme suit les missions des commissaires de brigade :

"Il assiste, sous l'autorité du commissaire d'arrondissement, le gouverneur de province dans les matières de police et de sécurité.".

Ces missions doivent être mieux définies.

De plus, compte tenu de l'importance des fonctions de commissaire de brigade, il pourrait être justifié que les nominations soient faites par le Roi et non pas par le gouverneur de province.

.../...

Article 18

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :
"L'article 208 de la même loi, modifié par la loi du 24 mai 1991, est remplacé par la disposition suivante :".

Article 19

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire :

"L'article 217, alinéa 1er, de la même loi, rétabli dans une nouvelle rédaction par la loi du 15 juillet 1992, est remplacé par l'alinéa suivant :".

Article 20

1. A l'article 222, § 1er, dernier alinéa, en projet, il y a lieu d'écrire : "Les membres de la police communale ne peuvent ...".

2. Ainsi que le précise l'exposé des motifs, l'article 20 du projet reproduit, mutatis mutandis, le texte des articles 24/6 et 24/12 de la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du corps opérationnel de la gendarmerie.

Le paragraphe 2 en projet ajoute toutefois que

"le Roi peut déterminer les incompatibilités visées au § 1er."

.../...

On n'aperçoit pas quelle pourrait être la portée de semblable disposition. Dès lors, en effet, que ces incompatibilités sont définies au paragraphe 1er, toute disposition que souhaiterait prendre le Roi sur la base de ce paragraphe 2 aurait immanquablement pour effet soit de restreindre ces incompatibilités, soit d'en ajouter d'autres et se heurterait par conséquent à l'objection que la loi ne lui accorde pas un tel pouvoir.

Le paragraphe 2 sera, dès lors, omis.

3. Le dernier alinéa du paragraphe 3 doit être omis. La précision qu'il fournit est inutile; il suffit d'adapter la liste des dispositions visées à l'article 282, 3°, de la nouvelle loi communale.

Article 21

A la phrase liminaire, il y a lieu d'écrire : "l'article 227bis de la même loi, inséré par la loi du 15 juillet 1992 est remplacé par la disposition suivante :".

Article 23

1. La division en paragraphes ne se justifie pas, dès lors que chaque paragraphe ne contient qu'un alinéa.

.../...

2. Il y a lieu de préciser que l'article 280bis a été inséré dans la nouvelle loi communale par la loi du 28 décembre 1994.

3. Il convient de remplacer le mot "nombre(s)" par le mot "article(s)".

Article 24

Il faut écrire "Dans la section II du chapitre IV du titre XIV de la même loi ...".

Article 25

Il y a lieu de présenter l'article comme suit :

"A l'article 290 de la même loi, inséré par la loi du 24 mai 1991, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° au § 1er, alinéa 1er ...;
- 2° au § 2 ...;
- 3° au § 3, alinéa 1er ...;
- 4° au § 4 ...".

La même observation vaut pour l'article 23.

Article 26

1. En ce qui concerne le B et le D, il est renvoyé à l'observation générale I.

.../...

2. En ce qui concerne le E, à l'article 45, alinéa 2, 4°, en projet, de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, il y a lieu d'écrire "15, 2°" au lieu de "15, § 2". En outre, il convient d'omettre la référence à l'article 34, car cette disposition ne prévoit pas de transfert de personnes.

Article 27

Il y a lieu d'écrire : "L'article 133, alinéa 2, de la loi provinciale, inséré par la loi du 30 janvier 1924 et modifié par les lois des 29 juin 1976 et 6 juillet 1987 est abrogé.".

Article 28

La subdivision en A, B, C, doit être écartée; il convient de consacrer un article distinct à chaque modification.

Il y a lieu, en outre, de préciser que :

- l'article 61, alinéa 2, a été remplacé par la loi du 30 janvier 1924 et modifié par la loi du 11 février 1986;
- l'article 67 a été modifié par la loi du 11 février 1986;
- l'article 69 a été remplacé par la loi du 11 février 1986.

.../...

Article 29

Il y a lieu de préciser que les articles 16, alinéa 1er et 17 du Code d'instruction criminelle ont été modifiés par la loi du 11 février 1986 et l'arrêté royal du 5 août 1991. L'article 17 a, en outre, été modifié par la loi du 10 juillet 1967.

Chapitre III

1. Lorsqu'un texte modifie diverses dispositions d'un texte originel et en abroge d'autres, il faut suivre l'ordre des dispositions du texte originel plutôt que de grouper les abrogatoires à la fin du projet. Les dispositions abrogatoires contenues dans les articles 30 et 31 seront donc intégrées dans les chapitres Ier et II en respectant l'ordre numérique des textes modifiés.

2. Il convient de préciser en outre que :

- l'article 216 de la nouvelle loi communale a été modifié par la loi du 24 mai 1991;
- les articles 295 à 297 de la nouvelle loi communale ont été insérés par la loi du 24 mai 1991;
- l'article 66 du Code rural a été modifié par la loi du 11 février 1986.

.../...

3. De l'accord de la fonctionnaire déléguée, il n'y a pas lieu d'abroger l'article 221, alinéa 2 de la nouvelle loi communale, relatif à la prestation de serment des commissaires de brigade.

Algemene opmerkingen

I. Voor de definitieve redactie van het ontwerp in zoverre het betrekking heeft op de interpolitiezones (1) dient rekening te worden gehouden met het ontwerp van wet betreffende de reorganisatie van de politie, dat thans in voorbereiding is.

Daaruit volgt dat het onderzoek van artikel 4 (ontworpen artikel 171, vierde lid) en van artikel 26, B en D, voorbarig is.

II. Artikel 189 van de nieuwe gemeentewet luidt als volgt :

"Binnen de perken van de door de Koning vastgestelde algemene bepalingen, bepaalt de gemeenteraad de formatie, de bezoldigingsregeling en het administratief statuut, de weddeschalen, (de toelagen of vergoedingen) alsook de voorwaarden van werving, benoeming en bevordering van de leden van het gemeentepolitiekorps.".

Krachtens artikel 6, § 4, 7º, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moeten de Gewesten betrokken worden bij "het ontwerpen van federale algemene bepalingen bedoeld in artikel 189 van de nieuwe gemeentewet.".

(1) Onlangs is over een regeringsplan over de reorganisatie van de politiediensten verslag uitgebracht door de verenigde commissies voor de Justitie en voor de Binnenlandse Zaken van de Kamer van volksvertegenwoordigers (Gedr. St., Kamer, zitting 1997-1998, nr. 1391/1).

Uit de samenlezing van die twee bepalingen blijkt dat de Gewestregeringen moeten worden betrokken bij de algemene bepalingen die de Koning vaststelt om de grenzen te bepalen waarbinnen de gemeenteraad de formatie, de bezoldigingsregeling, het administratief statuut, de weddeschalen, de toelagen of vergoedingen, alsmede de wervings-, benoembaarheids- en bevorderingsvereisten vaststelt van de leden van het gemeentelijk politiekorps.

Verscheidene bepalingen van het ontwerp, die elders zijn opgenomen dan onder artikel 189 van de nieuwe gemeentewet, machtigen de Koning om een bepaald aantal regels vast te stellen die betrekking hebben op de rechtspositie van de leden van de gemeentepolitie.

Dit geldt voor het ontworpen artikel 189bis waarin wordt bepaald dat de Koning, bij in ministerraad overlegd besluit, de algemene regels vaststelt "inzake samenstelling, werking en opdrachten" van de selectiecommissie die de gemeenteraad moet oprichten voor de benoeming van de hoofdcommissarissen van politie, de commissarissen van politie of de politiechefs.

Zulks geldt eveneens voor de artikelen 192, § 2, en 192bis, § 2, die bepalen dat de Koning, bij in ministerraad overlegd besluit, respectievelijk voor de commissarissen van politie en voor de politiechefs, de voorwaarden vaststelt waaronder en de wijze waarop hun evaluatie geschiedt, alsmede de algemene regels "inzake samenstelling, werking en opdrachten" van de evaluatiecommissie die de gemeenteraad moet oprichten.

.../...

Het ontworpen artikel 196 draagt de Koning de bevoegdheid op om de algemene voorwaarden vast te stellen waaronder de gemeenteraad kan beslissen dat de gewezen ambtenaren van de gemeentepolitie, die sedert minder dan vijf jaar ontslag hebben genomen uit hun ambt, op hun verzoek kunnen worden herbenoemd in de betrekking en in de graad van politieambtenaar die ze bekleedden op het tijdstip van dat ontslag.

Het ontworpen artikel 197, eerste lid, bepaalt dat de Koning bij een in ministerraad overlegd besluit de voorwaarden vaststelt waaronder de gemeenteraad een maatregel inzake aan de pensionering voorafgaand verlof kan invoeren.

Onder voorbehoud van de bijzondere opmerkingen die worden gemaakt over die bepalingen, behoort tevens het ontworpen artikel 197, derde lid, te worden vermeld, dat betrekking heeft op de bezoldigingsregeling en het administratief statuut van de personeelsleden van de gemeentepolitie, die met verlof zijn voorafgaand aan de pensionering, alsook het ontworpen artikel 222, § 2, dat betrekking heeft op de onverenigbaarheden.

De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat het elders onderbrengen van die machtigingen dan onder artikel 189 van de nieuwe gemeentewet, niet tot gevolg kan hebben dat voor de besluiten die de Koning zal uitvaardigen op grond van die machtigingen, de procedure ter zake van het erbij betrekken van de Gewesten niet van toepassing is.

.../...

III. De ontworpen wet strekt er ondermeer toe een groot aantal bepalingen van de nieuwe gemeentewet met betrekking tot de politie te wijzigen, welke bepalingen zelf reeds meermaals gewijzigd zijn.

Het zou bijgevolg verkieslijk zijn titel IV van de wet met als opschrift "Gemeentepolitie" volledig te herschrijven.

IV. In de Franse tekst wordt meermaals verwezen naar de "gouverneur de province" (artikelen 190, § 2, vijfde lid, 191, § 2, eerste en vierde lid, 206, derde en vierde lid); in zowel de Nederlandse als de Franse tekst wordt soms verwezen naar de "gouverneur" zonder meer (artikel 192bis, § 1, eerste en vierde lid).

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat de juiste benaming van de commissaris van de Regering bij de provincieraad "provinciegouverneur" is (artikel 4 van de provinciewet).

De Commissaris van de federale Regering in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad daarentegen voert de titel van "gouverneur".

De laatstgenoemde oefent alleen nog de bevoegdheden uit bepaald in de artikelen 124, 128 en 129 van de provinciewet (artikel 5 van dezelfde wet).

De steller van het ontwerp wordt tevens erop gewezen dat de bepalingen van artikel 17 (ontworpen artikel

.../...

206) geen toepassing vinden op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, dat buiten de indeling van het Rijk in provincies blijft en waarvoor geen arrondissementscommissaris is (artikel 132 van de provinciewet).

Bijzondere opmerkingen

Indieningsbesluit

In het voordrachtformulier en in het indieningsbesluit dient ook de minister bevoegd voor Pensioenen, die het voorontwerp heeft medeondertekend, te worden vermeld.

Bepalend gedeelte

Artikel 2

Artikel 156, derde lid, van de nieuwe gemeentewet bepaalt niet dat de verhoging van het pensioen met één vijfde, afhankelijk kan worden gesteld van andere voorwaarden dan de voorwaarde lid te zijn van de gemeentepolitie.

De ontworpen bepaling zou bijgevolg beter als volgt worden gesteld :

"Voor de leden van de politie die overeenkomstig artikel 197, eerste lid, met verlof voorafgaand aan de pensionering zijn gegaan, wordt de verhoging van het

.../...

pensioen waarin het derde lid voorziet, slechts toegestaan voor het gedeelte van het pensioen dat overeenstemt met de periode die voorafgaat aan het verlof voorafgaand aan de pensionering.".

Artikel 3

De voorgestelde wijziging zou beter worden gesteld als volgt :

"behalve voor de personeelsleden bedoeld in artikel 197, waarvoor die maximumleeftijd wordt vastgesteld op 5 jaar na de leeftijd waarop hun het verlof voorafgaand aan de pensionering is toegekend, zonder dat ze evenwel ouder mogen zijn dan 65 jaar.".

Artikel 4

1. In de inleidende zin schrijven men :

"Artikel 171 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 15 juli 1992, wordt vervangen als volgt :".

2. In het ontworpen artikel 171, tweede lid, zou het ter wille van de rechtszekerheid beter zijn te verwijzen naar de artikelen 190, §§ 2 en 3, en 192.

.../...

3. Wat het vierde lid van hetzelfde artikel betreft wordt verwezen naar algemene opmerking nr. I.

Artikel 5

In de inleidende zin schrijve men :

"In artikel 171bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992, wordt de eerste zin van het eerste lid geschrapt.".

Artikel 6

In de inleidende zin schrijve men :

"In de Franse tekst van artikel 172bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992, ...".

Artikelen 8 tot 11

1. Die bepalingen wijzigen de procedure voor de benoeming van de commissarissen van politie door te voorzien in de oprichting van een selectiecommissie. Volgens de artikelsgewijze commentaar heeft die commissie tot doel de benoemingen te objectiveren.

Zoals die bepalingen zijn gesteld bieden ze evenwel geen enkele waarborg voor objectiviteit. De samenstelling,

.../...

de werkwijze en de taken van die selectiecommissie worden niet gepreciseerd en ten aanzien ervan wordt aan de Koning algemene bevoegdheid verleend.

De artikelen 190, § 2, en 191, § 2, van de nieuwe gemeentewet, waarvan het ontwerp de wijziging beoogt, preciseren enkel dat de gemeenteraad en de burgemeester alleen de gegadigden die door de commissie geschikt worden geacht zullen kunnen voordragen.

Het ontwerp laat bovendien in het ongewisse of een openbare oproep tot gegadigden zal worden gedaan, dan wel of de selectiecommissie alleen de geschiktheid van de door de gemeenteraad voorgedragen gegadigden zal onderzoeken.

2. De artikelen 190, § 2, tweede lid, en 191, § 2, tweede lid, bepalen dat de beslissingen van de gemeenteraad om door de selectiecommissie geschikt bevonden gegadigden niet voor te dragen, uitdrukkelijk moeten worden gemotiveerd.

A contrario zou uit die precisering kunnen worden afgeleid dat de beslissingen om een geschikt bevonden gegadigde voor te dragen niet zouden moeten worden gemotiveerd, wat zou ingaan tegen de algemene regel gesteld bij de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, luidens welke elke administratieve handeling met individuele strekking gemotiveerd moet worden. Uit de memorie van toelichting

.../...

blijkt dat zulks niet in de bedoeling ligt van de steller van het ontwerp.

Aangezien de vereiste van een "uitdrukkelijke motivering" niets toevoegt aan de algemene vereiste die in de voormelde wet wordt gesteld, dient ze bijgevolg als overbodig te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 190, § 2, derde lid, en 191, § 2, derde lid.

3. De ontworpen artikelen 190, § 2, vijfde lid, en 191, § 2, vierde lid, bepalen dat het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten de inlichtingen waarover het beschikt in verband met elk van de gegadigden vermeld op de door de gemeenteraad opgemaakte voordracht, zonder verwijl moet toezenden aan de provinciegouverneur.

In verband met dat Comité staat in de memorie van toelichting te lezen dat het

"nagaat of er onderzoeken lopende zijn waar de kandidaat bij betrokken is en melding maakt van de informatie waarover het eventueel beschikt."

De steller van het ontwerp wordt erop opmerkzaam gemaakt dat de inlichtingen in kwestie zouden kunnen voortkomen uit een lopend gerechtelijk onderzoek, verricht door de dienst enquêtes voor de politiediensten en dat ten aanzien ervan bijgevolg het onderzoeksgeheim zou gelden.

.../...

Ten einde de controle op het verspreiden onder derden van inlichtingen waarvoor het onderzoeksgeheim geldt, over te laten aan de bevoegde gerechtelijke instanties, zou het bijgevolg beter zijn te bepalen dat wanneer die inlichtingen betrekking hebben op lopende gerechtelijke onderzoeken, ze worden medegedeeld met de instemming van het openbaar ministerie en van de onderzoeksrechter.

Bovendien dient te worden bepaald dat de bepaling in kwestie eveneens van toepassing is voor de door de burgemeester voorgedragen gegadigden.

Bij het ontworpen artikel 190, § 2, eerste lid, behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt.

4. Het ontworpen artikel 190, § 2, zesde lid, bepaalt dat wanneer de gemeenten beslissen dat één enkele korpschef aan het hoofd van hun respectieve politiekorpsen zal staan, het voordrachtdossier gezamenlijk wordt samengesteld door de betrokken gemeenteraden. Krachtens artikel 162, vijfde lid, van de Grondwet evenwel, kan niet worden toegestaan dat verscheidene gemeenteraden samen beraadslagen. Het zou bijgevolg beter zijn te bepalen dat in het beschouwde geval, de lijst met gegadigden moet worden goedgekeurd door elk van de betrokken gemeenteraden.

5. Gelet op de bedoeling van de stellers van het ontwerp om te zorgen voor een objectivering van de benoembaarheidsvereisten, zou in het ontworpen artikel 190,

.../...

§ 3, erop moeten worden gewezen dat de Koning, in de uitoefening van zijn bevoegdheid om de hoofdcommissaris van politie of de commissaris van politie suppletoir te benoemen, de objectieve voorwaarden behoort in acht te nemen die in de vorige paragraaf zijn vermeld.

Artikel 191 van de nieuwe gemeentewet kan, gelet op de nieuwe regels van het ontwerp, niet meer als zodanig worden gehandhaafd.

6. Het lijkt zinloos de Koning in het bijzonder te machtigen om de nadere regels vast te stellen van de procedure voor de benoeming van de hoofdcommissarissen van politie, de commissarissen van politie, de adjunct-commissarissen van politie en de politiechefs, terwijl die procedure reeds in ruime mate is geregeld in de artikelen 190, 191, 192, 192bis van de ontworpen wet en 193 van de huidige wet (voor de adjunct-commissarissen).

7. De samenlezing van de ontworpen artikelen 190 en 192, § 1, kan bepaalde vragen doen rijzen.

Artikel 190, dat handelt over de benoeming (zonder andere verduidelijkingen) van de hoofdcommissarissen van politie en de commissarissen van politie, impliceert de mogelijkheid te kiezen tussen verscheidene gegadigden voorgedragen op een of twee lijsten.

.../...

Artikel 192, § 1, vierde lid, dat handelt over de "vaste benoeming" van de korpschefs na een "aanstelling" van vier jaar, verwijst niet meer naar de voordrachten; de procedure heeft meer weg van een bevestiging.

De "aanstelling" wordt gedaan door de Koning volgens de in artikel 190 vastgestelde procedure (artikel 192, § 1, eerste lid).

Bijgevolg zijn blijkbaar twee interpretaties mogelijk. Ofwel is er alleen sprake van "concurrentie" voor de "aanstelling", waarbij de aangestelde gegadigde na vier jaar automatisch wordt benoemd indien hij voldoening heeft geschonken; in het tegengestelde geval wordt een nieuwe "aanstelling" gedaan. Ofwel komen op de door de gemeenteraad en de burgemeester gedane voordracht zowel gegadigden voor een "aanstelling", als de gegadigde voor de benoeming voor, waarbij het kan gebeuren dat de laatstgenoemde bijgevolg niet wordt benoemd, niet alleen omdat hij geen voldoening heeft geschonken, maar ook indien een gegadigde voor de aanstelling geschikter lijkt om het ambt uit te oefenen.

*

Ter inachtneming van de voorgaande opmerkingen moeten de artikelen 8 tot 11 van het ontwerp worden herzien.

.../...

Artikelen 12 en 13

1. In het ontworpen artikel 192, § 2, derde lid, en 192bis, § 2, derde lid, dient de verwijzing naar het eerste lid vervangen te worden door een verwijzing naar het tweede lid. In de Franse tekst dient bovendien het woord "sélection" vervangen te worden door het woord "évaluation".

2. In het ontworpen artikel 192, § 2, vierde lid, dient tot uiting te komen dat er verscheidene graden van adjunct-commissaris van politie bestaan (adjunct-commissaris van politie, adjunct-commissaris-inspecteur van politie, adjunct-commissaris-hoofdinspecteur van politie) (cf. memorie van toelichting, blz. 12 en koninklijk besluit van 13 oktober 1986 tot vaststelling van de graden van het personeel van de gemeentepolitie). Voorgesteld wordt die verschillende graden uitdrukkelijk over te nemen, ofwel te verwijzen naar een benoeming in één van de graden van adjunct-commissaris.

Meer algemeen beschouwd valt de tekst moeilijk te begrijpen en moet hij worden herschreven.

3. In het ontworpen artikel 192bis, § 2, vierde lid, lijken de woorden "op voordracht van deze laatste" (namelijk de gemeente) onnodig, aangezien de benoeming ambtshalve geschiedt en er - in tegenstelling tot het geval bedoeld in artikel 192, § 2, vierde lid - geen keuze van graad mogelijk is.

.../...

Artikel 16

1. Deze bepaling voorziet in de mogelijkheid voor de gemeenteraad, gedurende een periode van vijf jaar, een maatregel in te voeren inzake verlof voorafgaand aan de pensionering.

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen :

"deze maatregel (zal) in een eerste fase beperkt worden tot de gemeenten met een veiligheidscontract, evenals de gemeenten die door de Minister van Binnenlandse Zaken zijn aangewezen als 'IPZ-pilootgemeente', waarbij 'IPZ' staat voor interpolitiezone.".

Artikel 16 van het ontwerp, dat de Koning alleen machtigt om de voorwaarden vast te stellen waarop de gemeenteraad die maatregel kan invoeren, geeft die bedoeling niet weer.

2. Het ontwerp stelt de toestemming voor de gemeente om een maatregel inzake verlof voorafgaand aan de pensionering in te voeren, afhankelijk van de voorwaarde dat ze een plan opzet tot herstructurering van het politiekorps "door de Minister van Binnenlandse Zaken goedgekeurd" en "waaraan het gewest haar (sic!) goedkeuring heeft gehecht".

Zodoende voert het ontwerp een tweevoudig mechanisme van goedkeuringstoezicht in, door de Minister van Binnenlandse Zaken en door het Gewest, na beslissing van de gemeenteraad.

.../...

Artikel 7 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen stelt evenwel het volgende :

"Tot de bevoegdheid van de Gewesten behoren, de organisatie alsook de uitoefening van het administratief toezicht op de provincies, de gemeenten en de agglomeraties en federaties van gemeenten :

- a) Wat betreft het gewoon administratief toezicht, dat elke vorm van toezicht omvat ingesteld door de gemeentewet, de provinciewet of de wet van 26 juli 1971; wat betreft inzonderheid de begrotingen, de jaarrekeningen, de personeelsformaties;
- b) Voor de andere handelingen, met uitzondering van die welke betrekking hebben op de aangelegenheden waarvoor de (federale overheid) of de Gemeenschapsoverheid bevoegd is en waarvoor bij de wet of het decreet een specifiek toezicht is georganiseerd.

(De (federale overheid) blijft echter bevoegd voor :

- 1) de organisatie en de uitoefening van het gewoon administratief toezicht op de gemeenten van het Duits taalgebied;
- 2) de organisatie van het gewoon administratief toezicht op de gemeenten genoemd in artikel 7 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, en op de gemeenten Komen-Waasten en Voeren.)".

Het Arbitragehof heeft op het volgende gewezen (1) :

(1) Arrest nr. 18/94 van 3 maart 1994, Belgisch Staatsblad, 12 april 1994.

"Het in dit artikel beoogde "gewoon administratief toezicht" wordt uitgeoefend op de handelingen van gedecentraliseerde overheden die binnen hun respectieve belangensfeer worden gesteld.

De gemeentepolitie maakt deel uit van de aangelegenheden die tot het gemeentelijk belang behoren. De organisatie en de uitoefening van het bestuurlijk toezicht op de gemeente met betrekking tot aangelegenheden die de gemeentepolitie betreffen, behoren, behoudens in de uitzonderingsgevallen genoemd in artikel 7, tweede lid, van meervermelde bijzondere wet, tot de bevoegdheid van de Gewesten."

Daaruit volgt dat die bepaling verder gaat dan de bevoegdheden van de federale overheid.

3. Het ontworpen derde lid luidt als volgt :

"De Koning bepaalt de nadere modaliteiten inzake geldelijk en administratief statuut van de personeelsleden met verlof bedoeld in het eerste lid."

Niet alleen is de uitdrukking "modaliteiten inzake ... statuut" op zijn minst vaag, er dient tevens op gewezen te worden dat het huidige artikel 189 van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de bezoldigingsregeling en het administratief statuut vastgesteld worden door de gemeenteraad, daar de Koning alleen bevoegd is om door middel van algemene bepalingen de grenzen ervan vast te stellen.

Bijgevolg zou het niet erg logisch zijn dat de Koning zelf het statuut vaststelt van het personeel waaraan verlof voorafgaand aan de pensionering wordt toegekend,

.../...

terwijl hij daartoe niet bevoegd is voor het overige personeel.

Het derde lid zou bijgevolg beter vervallen.

Artikel 17

Het ontwerp bepaalt zich ertoe, naast de bevoegdheden in tuchtzaken, de taken van de brigadecommissarissen als volgt te omschrijven :

"Hij staat, onder het gezag van de arrondissementscommissaris, de provinciegouverneur bij in de aangelegenheden inzake politie en veiligheid.".

Die taken moeten beter worden omschreven.

Bovendien zou er, gelet op de belangrijkheid van het ambt van brigadecommissaris, gegronde redenen kunnen zijn om de benoemingen door de Koning en niet door de provinciegouverneur te laten doen.

Artikel 18

In de inleidende zin schrijve men : "Artikel 208 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991, wordt vervangen als volgt :".

.../...

Artikel 19

In de inleidende zin schrijve men :

"Artikel 217, eerste lid, van dezelfde wet, hersteld in een nieuwe lezing bij de wet van 15 juli 1992, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 20

1. In het ontworpen artikel 222, § 1, laatste lid, schrijve men : "De leden van de gemeentepolitie mogen ...".

2. Zoals in de memorie van toelichting wordt vermeld, neemt artikel 20 van het ontwerp, mutatis mutandis, de tekst over van de artikelen 24/6 en 24/12 van de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht.

Paragraaf 2 voegt er evenwel aan toe :

"De Koning kan de onverenigbaarheden bedoeld in § 1 vaststellen."

Het is niet duidelijk welke de betekenis zou kunnen zijn van een zodanige bepaling. Aangezien die onverenigbaarheden immers in paragraaf 1 worden omschreven, zou elke bepaling die de Koning wenst vast te stellen op grond van die paragraaf 2, noodgedwongen tot gevolg hebben ofwel dat die onverenigbaarheden worden beperkt, ofwel dat

.../...

er andere worden aan toegevoegd, en zou zulks bijgevolg stuiten op het bezwaar dat Hij krachtens de wet daartoe niet bevoegd is.

Paragraaf 2 moet bijgevolg vervallen.

3. Het laatste lid van paragraaf 3 moet vervallen. De precisering die het verstrekt is nutteloos; het is voldoende de in artikel 282, 3°, van de nieuwe gemeentewet vermelde lijst van bepalingen aan te passen.

Artikel 21

In de inleidende zin schrijve men : "Artikel 227bis van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 juli 1992, wordt vervangen als volgt :".

Artikel 23

1. Er is geen reden om het artikel in te delen in paragrafen, aangezien elke paragraaf slechts één lid bevat.

2. Er behoort op te worden gewezen dat artikel 280bis in de nieuwe gemeentewet is ingevoegd bij de wet van 28 december 1994.

.../...

3. Het woord "getal(len)" dient vervangen te worden door het woord "artikel(en)".

Artikel 24

Men schrijve : "In afdeling II van hoofdstuk IV van titel XIV van dezelfde wet ...".

Artikel 25

Het artikel dient te worden ingericht als volgt :

"In artikel 290 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1º in § 1, eerste lid ...;
- 2º in § 2 ...;
- 3º in § 3, eerste lid, ...;
- 4º in § 4 ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 23.

Artikel 26

1. In verband met B en D wordt verwezen naar algemene opmerking nr. I.

.../...

2. Wat E betreft dient in het ontworpen artikel 45, tweede lid, 4°, van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, "15,2°" te worden geschreven in plaats van "15, § 2". Bovendien dient de verwijzing naar artikel 34 te vervallen, daar die bepaling niet voorziet in overheveling van personen.

Artikel 27

Men schrijve : "Artikel 133, tweede lid, van de provinciewet, ingevoegd bij de wet van 30 januari 1924 en gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1976 en 6 juli 1987, wordt opgeheven.".

Artikel 28

De onderverdeling in A, B en C moet vervallen; aan elke wijziging dient een afzonderlijk artikel te worden gewijd.

Bovendien moet op het volgende worden gewezen :

- artikel 61, tweede lid, is vervangen bij de wet van 30 januari 1924 en gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986;
- artikel 67 is gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986;
- artikel 69 is vervangen bij de wet van 11 februari 1986.

.../...

Artikel 29

Er dient te worden vermeld dat de artikelen 16, eerste lid, en 17 van het Wetboek van Strafvordering gewijzigd zijn bij de wet van 11 februari 1986 en het koninklijk besluit van 5 augustus 1991. Artikel 17 is bovendien gewijzigd bij de wet van 10 juli 1967.

Hoofdstuk III

1. Wanneer een tekst verscheidene bepalingen wijzigt van een oorspronkelijke tekst en andere ervan opheft, moet de volgorde worden in acht genomen van de bepalingen van de oorspronkelijke tekst, veeleer dan de opheffingsbepalingen samen te brengen aan het slot van het ontwerp. De opheffingsbepalingen vervat in de artikelen 30 en 31 moeten dus worden opgenomen in de hoofdstukken I en II, met inachtneming van de volgorde op nummer van de gewijzigde teksten.

2. Bovendien behoort te worden gewezen op het volgende :

- artikel 216 van de nieuwe gemeentewet is gewijzigd bij de wet van 24 mei 1991;
- de artikelen 295 tot 297 van de nieuwe gemeentewet zijn ingevoegd bij de wet van 24 mei 1991;

.../...

- artikel 66 van het Veldwetboek is gewijzigd bij de wet van 11 februari 1986.

3. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er geen grond is om artikel 221, tweede lid, van de gemeentewet, met betrekking tot de eedaflegging van de brigadecommissarissen, op te heffen.

VD

- 47 -

L. 27.208/2

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président,
voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. A. LEFEBVRE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. A. LEFEBVRE, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

.../...

B. VIGNERON

J.-J. STRYCKMANS